

M^{gr} Lovey et M^{gr} Girard présentent leurs excuses

Abus ▶ «Aucun responsable de la célébration n'a réagi. C'était une grosse erreur; j'en conviens», reconnaît M^{gr} Jean-Marie Lovey dans un communiqué publié dans la soirée du 6 septembre 2022. L'évêque de Sion présente ses excuses et réagit à un article du *Nouveliste* dénonçant la présence d'un chanoine du Grand-Saint-Bernard, auteur d'abus sexuels sur mineur, à la célébration d'ordination sacerdotale d'un jeune confrère, qui s'est déroulée dans l'église Saint-Maurice du Châble, le 27 août. Le prévôt du Grand-Saint-Bernard, M^{gr} Jean-Michel Girard, a également présenté ses excuses.

«Le chanoine concerné a décidé de lui-même de participer à la cérémonie sans avertir la hiérarchie. Je l'ai appris à mon arrivée au Châble, et j'en ai été contrarié. Sur le moment, aucun res-

pensable de la célébration n'a réagi. C'était une grosse erreur; j'en conviens. Avec le prévôt du Grand-Saint-Bernard M^{gr} Jean-Michel Girard, nous présentons nos sincères excuses à toutes les personnes qui ont été blessées par la présence de ce confrère à cette ordination. Nos pensées vont à la victime», indique M^{gr} Jean-Marie Lovey.

Le religieux concerné, sous le coup d'une enquête canonique, a avoué avoir abusé sexuellement d'un élève de 12 ans, interne au collège de Champittet de Pully (VD) dans les années 1980. Sa présence parmi les concélébrants et le fait qu'il a participé au rituel de l'ordination a choqué nombre de personnes dans l'assemblée et au-delà, a rapporté le quotidien valaisan. «Cette situation, difficilement supportable pour les personnes qui assistaient à la

«Il n'est pas soutenable, vis-à-vis des victimes, que des personnes soupçonnées d'actes pédophiles bénéficient d'une quelconque visibilité ecclésiale»

M^{gr} Jean-Marie Lovey

célébration, questionne sur l'attitude et sur la position de notre Eglise face aux actions répréhensibles de certains de ses membres», reconnaît M^{gr} Lovey. L'évêque de Sion, ancien prévôt du Grand-Saint-Bernard, annonce «des recommandations précises concernant l'attitude à adopter face à ce type de situation» qui seront communiquées prochainement. «Il n'est pas soutenable, vis-à-vis des victimes, que des personnes soupçonnées d'actes pédophiles bénéficient d'une quelconque visibilité ecclésiale. Chacun est en droit d'attendre de l'Eglise une attitude cohérente et humble, respectueuse des personnes concernées», ajoute l'évêque de Sion. Il rappelle que «du point de vue de la procédure, le dossier est dans les mains de la congrégation du Grand-Saint-Bernard» et qu'il n'a plus voix au chapitre de

la communauté depuis qu'il a été nommé évêque de Sion. «Le prévôt du Grand-Saint-Bernard Jean-Michel Girard, responsable hiérarchique du chanoine concerné, aurait dû réagir immédiatement et lui demander de quitter la célébration», admet de son côté la congrégation religieuse dans un communiqué publié le même soir. La congrégation du Grand-Saint-Bernard a expliqué qu'elle «fait face depuis quelques mois à deux affaires d'abus sexuels, dont celui d'un chanoine en poste au Collège de Champittet, il y a plus de trente ans, qui a alors abusé d'un adolescent». «La procédure est en cours, fait savoir le Grand-Saint-Bernard, et dans l'attente de son jugement, une assignation au sein de sa communauté locale lui [au chanoine] a été commandée. Cette décision a été validée par le Saint-Siège.» CATH.CH

Les Eglises d'Afrique du Sud ont demandé que le Conseil œcuménique des Eglises (COE), réuni en assemblée générale, déclare officiellement Israël comme «Etat d'apartheid»

Apartheid en Israël: chrétiens divisés

LUCAS VUILLEUMIER, PROTESTINFO

Allemagne ▶ «Un système de séparation ou de ségrégation fondé sur la race, la croyance ou l'ethnie, dans l'intention de maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre, est le premier élément constitutif du crime d'apartheid.» Le mot est lâché. Dans le texte d'une motion présentée hier après-midi, lors des débats de l'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (COE) – qui a pris fin aujourd'hui –, l'Eglise anglicane d'Afrique du Sud a violemment pris position contre la politique actuellement menée par Israël. «Nous réalisons qu'il nous incombe, en tant que disciples de Jésus, de prendre des mesures décisives», mentionnait le texte qui, en plus de déplorer le traitement réservé aux Palestiniens, se penchait sur le sort de nombreux chrétiens au Proche-Orient. «Une tentative systématique de chasser la communauté chrétienne de Jérusalem et d'autres parties de la Terre sainte» y est notamment décrite. Les anglicans sud-africains demandant au COE d'afficher une position claire sur cette «débâcle».

Mais pourquoi cet appel, prononcé lors du plus grand rassemblement chrétien mondial, émane-t-il de l'Afrique du Sud? Pour le pasteur Malusi Mpulwana, secrétaire général du Conseil des Eglises sud-africaines, «la montée de la violence en Israël est préoccupante, et les atrocités qui y sont commises, au nom de la suprématie du peuple juif, ont des résonances plus que similaires avec l'enfer vécu par les victimes de l'apartheid, en Afrique du Sud». Pour le dirigeant religieux, lui-même torturé il y a une quarantaine d'années, et qui avoue être venu à Karlsruhe «uniquement pour porter ce message», la situation pourrait mener «jusqu'à un vaste conflit au Moyen-Orient». Et d'ajouter que la riposte «ne se situe plus au niveau politique: la solution doit être pastorale, ce que personne n'a encore essayé». A ses yeux, ce serait dès



Les murs dressés pour séparer Palestiniens et Israéliens sont monnaie courante en Israël. KEYSTONE

lors justement à une plateforme de dialogue chrétien telle que celle en place à Karlsruhe qu'il reviendrait de statuer. «Nous souhaitons que le COE s'engage de manière positive, et souhaitons que cela soit soutenu également par le Vatican et l'Alliance évangélique, et les dirigeants juifs et musulmans du monde.»

Accusation d'antisémitisme

Toutefois, il semblerait qu'au sein du COE, la critique de la politique d'Israël ne soit pas aisée. «Certains groupes connus, en particulier ici en Allemagne, ont pris position contre nous et recommencent à dépendre du COE comme une organisation antisémite», déclarait le prêtre orthodoxe roumain Ioan Sauca, secrétaire général par intérim du COE, dans son rapport inau-

gural. «Même si nous sommes critiques à l'égard de certaines politiques de l'Etat d'Israël, il faut rappeler que le COE a reconnu l'Etat d'Israël dès 1948, et qu'il respecte son droit à défendre et à veiller sur ses citoyens dans le respect du droit international.»

Pour Malusi Mpulwana, «la nécessaire critique d'Israël ne contient pas de dénigrement racial envers les juifs: «Il ne s'agit pas d'antisémitisme, mais de réclamer la justice.» Ibrahim Azar, évêque de l'Eglise évangélique luthérienne de Jordanie à Jérusalem, porte quant à lui le même message: «Nous récusons toute accusation d'antisémitisme quand nous critiquons la politique israélienne. Bien que chrétiens et sémites nous-mêmes, nous ne nous élevons pas contre des personnes, mais

contre une politique.» Hubert van Beek, ancien secrétaire exécutif du COE, dénonce quant à lui, à propos des accusations d'antisémitisme, «une mystification qu'Israël a su utiliser habilement, et qu'il faut dénoncer dès à présent.»

Le COE n'est d'ailleurs jamais resté silencieux au sujet du conflit israélo-palestinien, se montrant à plusieurs reprises solidaire des Palestiniens chrétiens. La présidente de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), Rita Famos, qui a prôché ce dimanche à Karlsruhe en tant que dirigeante d'une des Eglises invitantes, rappelle d'ailleurs que «le COE espère encore et toujours la négociation d'une solution à deux Etats qui se respectent et collaborent». Mais pour Hubert Van Beek, «il suffit d'évoquer les résolu-

tions de l'ONU qu'Israël a systématiquement ignorées pour constater objectivement l'opposition d'Israël à cette alternative pacifique.»

Des limites à respecter

En juillet dernier, Rifat Kassis, coordinateur général de Kairos Palestine, dont certains militants seraient présents à Karlsruhe, appelait d'ailleurs, dans les colonnes de *Terre Sainte Magazine*, «les Eglises à sortir de la zone de confort que représente le discours autour de cette solution». Son association, un groupement œcuménique de religieux et de laïcs palestiniens, publiait alors un dossier de près de cinquante pages demandant de reconnaître «le crime d'apartheid» commis en Israël, à l'instar d'Amnesty International en février dernier.

Une position que ne cautionne absolument pas Rita Famos, rencontrée au début de l'assemblée: «L'EERS ne soutiendrait pas l'intervention des Eglises qui souhaiteraient une telle déclaration lors de cette assemblée.» La formulation d'«apartheid» ne serait, de son point de vue, «pas du tout adéquate». Même son de cloche du côté de la présidente du Conseil de l'Eglise protestante en Allemagne (EKD), Annette Kurschus, qui avertissait déjà ce printemps dans le magazine *Publik-Forum* que face à une telle motion, elle s'y opposerait «de toutes ses forces».

«Dans la tradition réformée notamment, le soutien à Israël impose des limites à ce qu'on peut dire»

Hubert Van Beek

Ainsi, bien que le Sud-Africain Jerry Pillay, qui prendra bientôt ses fonctions en tant que nouveau secrétaire général du COE, ait également assimilé Israël à un Etat d'apartheid par le passé, le COE, après les débats d'hier après-midi, a opté pour une solution à la normande. «En décidant de ne pas trancher de cette façon là, le COE a fait un grand pas. Il est en effet très significatif d'avouer qu'on est en désaccord à l'interne sur une telle question», observe Hubert Van Beek, qui explique l'impossibilité d'une position univoque: «Il faut tenir compte d'une telle gamme d'opinions... Beaucoup d'Eglises du Sud et les cercles progressistes du Nord soutiennent la Palestine. Mais au sein des Eglises membres du COE, en Suisse, en Allemagne ou aux Pays-Bas, dans la tradition réformée notamment, le soutien à Israël impose des limites à ce qu'on peut dire.» I